



## Dans 3 ans, le paiement des factures se fera au mois

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4528 - Lundi 16 juillet 2018 - Prix : 10 DA

Adrar  
Reddition d'un  
terroriste en possession  
d'une mitrailleuse

Page 24

Bedoui réaffirme la position du pays

## «L'Algérie refuse l'implantation de centres de migrants clandestins»

Page 3

### Apothéose

Par Mohamed Habili

Ces derniers jours, on a été comblé, on a eu droit à deux coups du monde, encore que se déroulant à grande distance l'une de l'autre et comme dans des univers parallèles. L'une a pris fin hier en Russie, avec le triomphe soit de la France soit de la Croatie, et sans doute aussi à la grande satisfaction du pays organisateur, la Russie. L'autre s'est tenue autant dire en même temps que la première, mais avec pour protagonistes des hommes et des éléments inexorables. Et pour terrain d'affrontement, une grotte longue, traître, serpentine, inondée d'une eau boueuse, aux confins de la Thaïlande, de la Birmanie et du Laos. Sur les terrains de Russie se mesuraient des équipes de football. Dans la grotte de Tham Luang était retenue prisonnière depuis deux semaines l'équipe junior de football des Sangliers sauvages, composée de 12 adolescents et de leur entraîneur. Ils ont été retrouvés vivants par deux plongeurs britanniques au fond d'une enfilade tortueuse de boyaux, les uns plus étroits que les autres, entrecoupés de chambres submergées par l'eau des pluies diluviennes, à plusieurs kilométriques de l'entrée de la grotte. A leur vue, l'un des deux plongeurs, tous deux britanniques, ne leur a pas demandé comment ils allaient, mais combien ils étaient. Réflexe, paroles de secouriste. Et quand il lui a été répondu qu'ils étaient 13, donc au grand complet, il a eu ce seul mot : Formidable ! Pourtant, c'était encore loin d'être gagné. De ce moment à ce que le sauvetage commence seulement, dans une discrétion absolue, loin des journalistes et des familles, il faudra encore attendre plusieurs heures.

Suite en page 3

Près de 400 dénonciations en six mois

## Violence : les enfants algériens toujours mal protégés



Ph.D. R.

Malgré tous les efforts fournis, que ce soit par le gouvernement ou par la société civile, l'Algérie n'a toujours pas réussi à assurer aux enfants une protection efficace contre les différentes formes de maltraitance et de violence psychologiques, physiques et sexuelles dont ils sont victimes à la maison, à l'école et dans la rue. Lire page 3

Cités AADL

Les habitants irrités par l'absence  
des agents de nettoyage

Page 4

Fête des bijoux à Ath Yenni (Tizi Ouzou)

Un espace de rencontre  
entre patrimoine et créativité

Page 13

Électricité et gaz

# Dans 3 ans, le paiement des factures se fera au mois

■ D'ici à trois ans le paiement des factures de consommation de l'énergie (électricité et gaz) se fera mensuellement. C'est ce qu'a annoncé hier Mohamed Arkab, P-DG de la Sonelgaz, dans une conférence de presse organisée au terme d'une rencontre avec les entreprises nationales spécialisées dans la réalisation des réseaux électriques.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, indiquant que la facturation mensuelle de la consommation en électricité sera instaurée dans trois ans, Mohamed Arkab indiquera que cette nouvelle facturation s'inscrit dans le cadre du nouveau système de gestion des clients. Toutefois, a-t-il expliqué, une facturation bimensuelle devra précéder cette nouvelle disposition mensuelle qui sera appliquée progressivement.

En outre, mettant en exergue l'amélioration dans l'intervention rapide des équipes de la Sonelgaz lors des coupures de courant, selon lui, elles «se produisent de moins en moins et ce grâce au développement du plan de transport et de distribution de l'électricité de Sonelgaz». «Même lors des interruptions électriques, Sonelgaz dispose d'un système d'intervention rapide qui permet de réduire le temps des coupures», a-t-il ajouté. Et de défendre à ce propos, que même dans les régions du Sud où les températures atteignent les 48 degrés, «il n'y a pas eu de grandes coupures contrairement à ce qui a été rapporté». Dans ce sens, s'agissant des dommages subis par les appareils électriques et électroniques des ménages suite aux coupures d'électricité, il indiquera que son groupe avait d'ores et déjà dédommagé de nombreux citoyens. En ses termes, il dira : «Nous avons des procédures pour le remboursement des clients pénalisés par les pannes». Interpellé sur le recouvrement des créances de consommation, notamment celles concernant les entreprises, M. Arkab affirmera que «toutes les entreprises paient leurs factures d'électricité, elles accusent un retard, mais elles



PH: Soraya J. A.

paient leur consommation énergétique à travers un rééquilibrage pour s'acquitter de leurs créances». Soutenant à ce propos sans toutefois donner de chiffres, qu'«avec la feuille de route tracée depuis plus d'une année, le recouvrement de ces créances s'est nettement amélioré». Un recouvrement qui dira-t-il se fera progressivement grâce notamment à l'introduction des nouvelles technologies. Ceci avant de relever une baisse dans le vol des câbles électriques. Par ailleurs, à une question sur une éventuelle révision des prix de l'électricité, il répondra qu'avant toute augmentation, il sera procédé, d'abord, par la réalisation d'une étude d'impact des coûts «pour pouvoir adapter les prix au niveau de vie des citoyens».

## Passer à 5 000 km/an de lignes de haute tension contre 1 500 actuellement

Auparavant, s'agissant de l'objet même de la rencontre, en vue de palier le déficit enregistré en matière de réalisation de réseaux électriques, le P-DG de la Sonelgaz, demandera aux entreprises du secteur ayant déjà pris part à la réalisation du réseau électrique de basse et moyenne tension (BT et MT) «de se muter vers celui de haute et très haute tension» (HT et THT). Un défi qu'il veut relever avec ses partenaires dans un esprit de «gagnant-gagnant» afin d'augmenter la capacité de réalisation du réseau des lignes en HT et THT pour atteindre les 5 000 km/an contre 1 500 actuellement, et à terme parvenir à une

autosuffisance en matière de réalisation des grands ouvrages portés par les projets de gaz et d'électricité à l'horizon 2028. A cet effet, excluant tout recours aux entreprises étrangères pour la concrétisation de cet objectif, il appellera les entreprises du secteur à «capitaliser leurs acquis en vue de la création d'une intégration industrielle à même de répondre aux besoins de réalisation d'infrastructures énergétiques. Pour cela, ces dernières bénéficieront de l'accompagnement de Sonelgaz via ses différentes filiales à l'instar de CEEG et de GRTE, notamment en matière de fourniture d'assistance et de l'appui-conseil nécessaire en termes de formation, d'organisation et de réalisation des business-plan des entreprises, assurera M. Arkab. Un accompagnement qui soulignera-t-il se fera dans une l o g i q u e

«gagnant-gagnant», faisant que d'une part, il encouragera l'intégration rapide et réussie du groupe en créant une force nationale dans la réalisation des infrastructures énergétiques, et d'autre part, offrira aux entreprises des opportunités de réalisation de nouveaux investissements dans de nouveaux domaines. Dans ce contexte, abordant la question de la procédure de passation de marchés souvent décriée par les entreprises partenaires de la Sonelgaz, il fera part de la mise en place de nouveaux mécanismes réglementaires permettant l'exécution des projets de réalisation de la haute et très haute tension dans les meilleurs délais et à moindres coûts.

## La Sonelgaz en Libye pour la maintenance des infrastructures détruites durant la guerre

En termes d'échanges commerciaux avec les pays du Maghreb, M. Arkab fera part de la signature vendredi dernier à Tunis entre les trois pays pour augmenter la quantité d'électricité au profit de la Tunisie qui a exprimé un besoin en la matière. Dans ce contexte, s'agissant de la coopération avec la Libye, il dira qu'en termes d'exportation des prestations de services du groupe, particulièrement celles ayant trait à la maintenance et à la production, un premier groupe de travail spécialisé dans la production de l'électricité s'y trouve actuellement pour porter assistance aux infrastructures électriques endommagées par la guerre. Une opération en amont, relèvera-t-il, avant de passer à l'exportation de l'électricité algérienne une fois les réseaux de distribution développés d'ici à trois ans. L. N.

En attente de promotion véritable

## Les maths en Algérie, filière qui traîne

**L**e ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Tahar Hadjar a souligné dimanche à Mostaganem la nécessité de promouvoir en Algérie l'enseignement des mathématiques. Intervenant en ouverture du 70<sup>e</sup> congrès de la Commission internationale pour l'étude et l'amélioration de l'enseignement des mathématiques, le ministre a insisté sur le «développement des méthodes d'enseignement des mathématiques et l'encouragement des étudiants à opter pour cette science fondamentale». Une cinquantaine d'experts venus de 25 pays

participent à ce rendez-vous scientifique abrité par l'université Abdelhamid-Benbadis de Mostaganem. Dans ce contexte, M. Hadjar a rappelé que son département a permis aux bacheliers de la série mathématiques d'accéder à toutes les branches et spécialités universitaires. «Nous œuvrons à revoir les méthodes d'orientation des étudiants afin de les encourager à opter pour cette science», a-t-il indiqué. «Nous déployons également des efforts pour assurer une formation adéquate et de qualité aux formateurs, au niveau des universités du pays et des

écoles supérieures des enseignants en assurant les méthodes et les moyens pédagogiques les plus modernes», a encore assuré le ministre. Pour sa part, Cheikh Khaled Bentounès, président de l'Association internationale soufie alawia (AISA), initiatrice de cette manifestation, a affirmé que ce colloque est une occasion idoine pour tisser et renforcer les relations entre les différents pays du monde, mutualiser les capacités et les énergies de chaque pays afin d'échanger les connaissances et les expériences dans le but de développer la société de

demain, celle du vivre ensemble dans la paix. «Ce colloque nous interpelle à soulever la question de la relation des mathématiques avec le vivre ensemble, surtout que cette science est présente dans tous les domaines et organise notre vie sans qu'on s'en rende compte», a-t-il précisé, estimant que «le défi de cette rencontre est d'initier une méthodologie de la vie, une vision d'unificatrice d'une pédagogie, basée sur le modèle du vivre et travailler ensemble». Les participants ont appelé, lors de cette rencontre, «à porter l'idée de la paix et de l'espoir et la diffuser à

une large échelle dans les universités et dans tous les pays afin d'initier et d'impulser une nouvelle dynamique du vivre ensemble qui se développe de jour en jour». Ce congrès international, organisé pour la première fois hors du continent européen, s'inscrit dans le cadre des festivités de l'Algérie marquant la journée mondiale du vivre ensemble (16 mai). Placée sous le thème : «Mathématiques et vivre ensemble», la rencontre enregistre la participation de 110 inspecteurs du secteur de l'éducation nationale. K. L.



Près de 400 dénonciations en six mois

# Violence : Les enfants algériens toujours mal protégés

■ *Malgré tous les efforts fournis, que ce soit par le gouvernement ou par la société civile, l'Algérie n'a toujours pas réussi à assurer aux enfants une protection efficace contre les différentes formes de maltraitance et de violence psychologiques, physiques et sexuelles dont ils sont victimes à la maison, à l'école et dans la rue.*

Par Meriem Benchaouia

La situation des enfants dans notre pays est préoccupante. En effet, il ne se passe pas une semaine sans que l'on se fasse l'écho d'agressions à l'égard de mineurs. Et souvent, il s'agit d'actes de personnes proches de la victime, ou même censées la protéger. Ce triste phénomène n'épargne aucune région, aucune famille, aucune classe sociale. La maltraitance à l'égard des enfants demeure souvent peu visible, parce que à la fois acceptée et cachée, non signalée et donc insuffisamment recensée. Impuissants face à la cruauté des adultes, ils ignorent leurs droits et jusqu'aux moyens leur permettant de tirer la sonnette d'alarme, de dénoncer le mal qu'on leur inflige et d'appeler au secours. Alors même que les pouvoirs publics ont mis en place des programmes politiques pour protéger les enfants, cette violence est de plus en plus accrue. En quelques mois, le numéro vert 11-11 mis en place par l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance, a reçu près d'une centaine d'appels de détresse. Selon Meriem Cherfi, déléguée nationale à la protection de l'enfance et présidente de l'ONPPE, son instance avait reçu près de 400 appels dénonçant des cas d'atteinte aux droits de l'enfant, tant par des citoyens que des enfants eux-mêmes, via son numéro vert « 11-11 » et son adresse électronique en 2018. Les appels reçus par l'ONPPE concernent des cas d'atteinte aux droits de l'enfant, telles la maltraitance, les agressions y compris sexuelles, la mendicité ou des cas d'abandon, a précisé M<sup>me</sup> Cherfi, ajoutant que «des appels sont reçus



également de la part de parents désireux obtenir des conseils concernant la mauvaise fréquentation de leurs enfants». Dès la réception des appels, une visite de terrain est programmée par l'Organe qui effectue une enquête sociale pour s'assurer de la véracité des informations reçues, dont le traitement est confié dans la plupart des cas aux services du milieu ouvert relevant du ministère de la Solidarité nationale. Lesdits services sont composés de sociologues, psychologues et juristes, chargés de la protection sociale de l'enfant au niveau local, et ce, en coordination avec les instances et établissements concernés par la protection de l'enfance. L'ONPPE reçoit au quotidien entre 2 000 et 4 000 appels via le numéro vert et l'email portant essentiellement sur des

demandes d'orientation ou de renseignements sur la délégation et ses missions, a poursuivi la même responsable. M<sup>me</sup> Meriem Cherfi a rappelé, à cette occasion, l'article 2 de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant, lequel stipule que l'enfant en danger est l'enfant dont la santé, la moralité, l'éducation ou la sécurité sont en danger ou susceptibles de l'être ou dont les conditions de vie, ou le comportement sont susceptibles de l'exposer à un danger éventuel ou compromettant son avenir, ou dont l'environnement expose son bien-être physique, psychologique, ou éducatif en danger. La même responsable a affirmé que le numéro vert faisait partie des mécanismes qui visent à assurer la protection sociale de l'enfant en danger et était considéré comme dispositif

à même de consacrer l'intérêt de l'enfant, à travers le signalement de tout ce qui est susceptible de porter atteinte à ses droits et de l'exposer dans une situation de danger. Elle a également rappelé que la loi garantissait la protection pour l'auteur de signalement des cas d'atteinte aux droits de l'enfant, qu'il ne fera pas l'objet d'aucune poursuite en civil, par l'administrative ou au pénal, même si les investigations n'aboutissent pas à prouver les cas d'atteinte des droits de l'enfant. A cette occasion, M<sup>me</sup> Cherfi a affirmé que l'enfance en Algérie a réalisé «plusieurs acquis», relevant à cet égard, le rôle de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance qui a été créé en vertu de la loi portant protection de l'enfant, laquelle renferme plusieurs dispositions en faveur de la protection de l'enfant et qui traite de tous les principes énoncés dans les Conventions internationales relatives aux droits de l'enfant. L'Organe est sur le point d'élaborer un rapport sur la situation de l'enfance en Algérie et sur les acquis réalisés en la matière, a-t-elle souligné ajoutant que ce rapport sera soumis au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avant la fin de l'année en cours. Elle a précisé que l'élaboration de ce rapport, qui abordera tout ce qui a été réalisé au profit de cette catégorie de la société, en vue de sortir avec des recommandations visant l'amélioration de sa situation, se fait en coordination avec les différents organismes, secteurs, établissements et les services concernés en charge de l'enfance et avec la participation de la société civile, et ce, dans le cadre d'une commission au niveau du même organe.

M. B.

Bedoui réaffirme la position du pays

## «L'Algérie refuse l'implantation de centres de migrants clandestins»

Il est vrai que l'Algérie déploie beaucoup de moyens et prend beaucoup de mesures concernant la question de la migration clandestine, mais une chose est sûre, elle n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, vient de réaffirmer la position de l'Algérie concernant le refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. «L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins», a réaffirmé Bedoui. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour

les migrants clandestins. «Je pense qu'on a été clair», a indiqué Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6<sup>e</sup> session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que la position algérienne «est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères», relevant que la position du gouvernement est «claire» sur la question de la migration. M. Bedoui a ajouté que «nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales». Pour rappel, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader

Messahel, a déjà exprimé le refus de l'Algérie de l'ouverture de zones de débarquement pour les migrants clandestins. Sur les ondes d'une radio française, il a réitéré le choix souverain de l'Algérie dans le traitement de cette question et, surtout, que notre pays n'a pas à faire comme les autres. «Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention», a répondu le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, au sujet de la crise migratoire, dans une interview accordée à Radio France Internationale (RFI). Il a souligné à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes que l'Europe. «Nous sommes déjà confrontés

aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe. Plus explicitement, le chef de la diplomatie algérienne et, «pour que les choses soient bien comprises», l'Algérie qui connaît les mêmes problèmes que l'Europe lutte contre la migration clandestine, dans le cadre des conventions des Nations unies et, conformément aux arrangements avec les pays d'origine et les pays de transit, a expliqué Messahel qui a soutenu le droit de tout pays de traiter la question sous l'angle qui lui sied

### LA QUESTION DU JOUR

#### Apothéose

Suite de la page une

Comme de plus en plus première tentative a échoué, entraînant la mort d'un plongeur thaïlandais, l'attente aurait duré plus longtemps encore sans la crainte d'une détérioration des conditions climatiques et la rapide raréfaction de l'oxygène à l'intérieur de la grotte. Alors de plusieurs pays sont venus des plongeurs expérimentés, les meilleurs de leur catégorie; un plan de sauvetage a été concocté en accord avec la cellule de crise mise en place par les autorités thaïlandaises. L'annonce du début des opérations est attendue dans le monde entier. Une collaboration internationale pour sauver une équipe junior de football piégée au fond d'une grotte susceptible d'être entièrement inondée par la mousse d'un moment à l'autre, en même temps que se déployaient en Russie les fastes de la coupe du monde, qui aurait pu imaginer pareille histoire, un tel contraste ! La Thaïlande n'aurait pu réaliser l'exploit de les sauver tous les 13 si les opérations n'avaient pas été menées par une équipe de professionnels, autant compétents qu'anonymes (on n'a vu le visage d'aucun, si quelques noms ont toutefois été prononcés). On sait maintenant que les Sangliers sauvages ont été placés sous sédatifs, pour éviter qu'ils ne paniquent, qu'ils ont été conduits l'un après l'autre par des secouristes accompagnés de médecins qui surveillaient leur état physique, qu'ils sont passés par plusieurs étapes, le long d'étroits passages et dans l'eau noire et profonde de plusieurs mètres, jusqu'au bout du tunnel. Avec un calme, un savoir-faire, un dévouement admirables de la part des secouristes. C'est la collaboration internationale qui a fait au départ d'une mission impossible une réussite absolue. Pour un peu les deux coupes du monde, les deux mondes parallèles, auraient pu se croiser, si l'invitation du président de la FIFA aux 13 miraculés d'assister à la finale avait pu être acceptée.

M. H.

le mieux mettant ainsi fin à la spéculation européenne et l'idée de créer des zones de transit: «Je ne m'intéresse pas directement à ce que les Européens peuvent faire, c'est leur affaire. Je crois que les Européens ont suffisamment de capacités, de moyens et d'imagination pour gérer ce genre de situations», conclut le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Louiza Ait Ramdane

Cités AADL

# Les habitants irrités par l'absence des agents de nettoyage

■ L'absence d'agents de nettoyage et d'entretien extérieur, notamment ceux des espaces verts, dans les cités de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) à Oran, est un problème qui irrite ses habitants qui expriment leur incompréhension de ne pas bénéficier de services dont ils payent pourtant les charges.

Par Selma B.

Les habitants de ces cités, notamment les premiers bénéficiaires du programme 2001/2002, à

## Météo Vague de chaleur sur les oasis jusqu'à aujourd'hui

UNE VAGUE de chaleur est attendue sur les régions des oasis hier et aujourd'hui avec des températures maximales qui atteindront ou dépasseront localement 48 degrés C, indique hier l'Office national de météorologie dans un bulletin spécial. La canicule affectera les wilayas de Ouargla, El-Oued et Biskra, et ce, du dimanche à 12h00 au lundi à 21h00, précise le bulletin.

O. B.

## Symbole de nationalisme Décès du moudjahid Mustapha Benabid

LE MOUDJAHID Mustapha Benabid, dit «Si Messaoud», est décédé à l'âge de 91 ans, a-t-on appris hier auprès du ministère des Moudjahidine. Le défunt a été inhumé hier après la prière Dohr au cimetière de Bouzourane à Batna, a précisé la même source. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, présente ses sincères condoléances à la famille et aux compagnons d'armes du défunt, suite à la perte de ce «moudjahid et symbole de nationalisme pour son précieux apport au service des deux batailles, celle de la libération et celle de l'édification». Né le 27 mars 1927 à Ouled Chlih à Batna, Mustapha Benabid était parmi les premiers à répondre à l'appel de la guerre de Libération du 1<sup>er</sup> novembre. Il avait rallié les rangs de la Révolution le 6 février 1955 et participé à plusieurs batailles et opérations militaires dont la bataille de Djebel Amzdour. Le défunt a éprouvé, durant son parcours de combattant, les affres de la prison coloniale. Il fut emprisonné entre août et septembre 1956, avant que le commandement de la première Wilaya historique le charge de missions politiques. Après l'indépendance, le défunt a poursuivi son œuvre au service du pays par son occupation de plusieurs responsabilités dont la dernière était le poste de secrétaire général de l'Organisation des moudjahidine dans la wilaya de Batna.

K. L.

l'instar du site de l'USTO, à proximité de l'Université des Sciences et de la Technologie «Mohamed-Boudiaf» (USTO MB), ont demandé maintes fois la «mise en place des agents de nettoyage chargés de l'aménagement et de l'entretien des espaces verts et autres». Quelques-uns de ces habitants, rencontrés par l'APS, ont déploré la «détérioration» de cette cité, en raison de l'absence de femmes de ménage et d'agents chargés de l'entretien et de l'aménagement des espaces verts. Ils ont indiqué que «les femmes de ménage ne viennent à la cité qu'une à deux fois par mois, même si les habitants de la cité payent ce service», reprochant le fait que «seuls les deux premiers étages des immeubles de 16 étages sont nettoyés». D'autre part, l'absence totale des agents chargés de l'aménagement des espaces verts a conduit à la détérioration de l'environnement et des plantes, ont-ils encore déclaré. S'agissant des pannes d'ascenseurs, elles sont devenues un souci permanent, rythmant le quotidien des habitants des cités AADL, particulièrement pour les premiers bénéficiaires du programme 2001/2002, qui ne cessent de faire part de leur amertume face à ce problème récurrent. Les nombreuses demandes de réparation des ascenseurs déposées au niveau de l'agence AADL d'Oran n'ont pas eu de suites, pourtant les habitants sont appelés à se soumettre aux charges «unifiées» à toutes les cités AADL. Livrés à eux-mêmes, ils sont parfois obligés de prendre en charge ce problème, en cherchant des entreprises spécialisées dans la réparation des ascenseurs afin d'avoir des devis pour décider s'il est dans leur capacité d'entreprendre les réparations et réunir l'argent nécessaire pour couvrir les frais de réparation. Des habitants de la cité ont



PHO. R.

déclaré avoir recouru à des opérations de solidarité (cotisation de 6 000 et 7 000 dinars par foyer) après avoir attendu en vain et en raison de leur incapacité à vaquer à leurs occupations quotidiennes en empruntant les escaliers, notamment pour les habitants des étages supérieurs. Nouvelles cités AADL, dans l'attente de raccordement au réseau de gaz Par ailleurs, d'autres cités AADL, à l'instar de la nouvelle cité des 2 700 logements location-vente d'Ain El-Beida, relevant de la commune d'Es-Sénia, dont une partie des logements a été distribuée le mois de mars dernier, souffrent encore du problème de non raccordement des loge-

ments au réseau de gaz naturel. Ce problème est en cours de résolution par les services de la Sonelgaz, selon des habitants de la cité en question, qui relèvent aussi l'absence totale des agents de nettoyage et d'entretien des espaces verts. Il est à signaler que l'agence AADL d'Oran gère un parc de quelque 9 900 logements du programme 2001/2002 et celui de 2003 répartis, selon la directrice de wilaya du logement, Djebri Fairouz, à travers différents quartiers, à savoir la «pépinière» (1 377 logements) et l'USTO (1 063 et 937 logements), ainsi qu'au niveau de deux sites de Bir El-Djir (1 096 et 427 logements). Il s'agit également des

sites 1et 2 comprenant 5 000 logements dans la daïra d'Es-Sénia et les sites 3 et 4 comprenant 2 700 logements à Ain El Beida. L'APS a tenté de contacter la direction régionale de l'AADL d'Oran concernant les préoccupations de ces habitants, mais aucune suite n'a été donnée à ses requêtes. Les habitants des cités AADL, et tout particulièrement ceux du programme 2001/2002, espèrent en attendant une amélioration dans la gestion de ces cités, dans un avenir proche, afin de donner une meilleure image de ces quartiers, «stopper leur détérioration» et améliorer ainsi leur cadre de vie.

S. B./APS

Pour une meilleure prise en charge du patient

## Leucémie : en attente de chambres stériles, plaquettes et imagerie médicale...

La mise à disposition des moyens thérapeutiques nécessaires pour la prise en charge de la leucémie en termes de chambres stériles, plaquettes et imagerie médicale favorisera le rétablissement du patient, ont indiqué, samedi à Alger, des hématologues lors d'un séminaire sur la problématique de la prise en charge des maladies du sang en Algérie. Quelque 200 cas de leucémie sont enregistrés chaque année en Algérie, a indiqué le chef du service d'hématologie de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran, P' Amine

Bekadja, précisant que ce type de cancer «n'est pas encore connu» de la société algérienne. Selon l'hématologue, ce type de cancer touche une tranche d'âge de 60 ans, dont l'homme est plus vulnérable à cette maladie que la femme, ajoutant dans ce sens que plusieurs cas ont une relation avec les facteurs héréditaires. La science «n'est pas parvenue à diagnostiquer d'autres facteurs de cette maladie», a-t-il dit. Concernant le diagnostic de cette maladie, le P' Bekadja a souligné qu'il se fait par des analyses de sang ou des examens

biologiques qui constatent la prolifération des globules blancs et des cellules lymphocytaires. S'agissant des plaquettes du sang dont le patient a besoin, le chef du service d'hématologie de l'établissement hospitalo-universitaire de Tizi Ouzou, P' Hocine Ait Ali, a fait savoir que «la prise en charge d'un seul cas nécessite la collecte des plaquettes de 24 donneurs de sang par semaine». Il a salué, à ce propos, les efforts consentis par le staff médical du service d'hématologie de l'hôpital de Tizi Ouzou, en vue de créer un fonds

spécial financé par des bienfaiteurs et des médecins de l'établissement en faveur de cette catégorie. Si ce taux de leucémie «ne représente que 10% du total des autres types de cancer, il consomme en revanche 60 à 70% du budget de l'hôpital», a-t-il dit. Le P' Reda Kadiri du service d'hématologie à l'hôpital «Saint Quentin» en France, a, de son côté, évoqué les médicaments innovants destinés au traitement du cancer et qui se sont révélés efficaces dans les pays l'ayant utilisé.

Hsane F.



Alors que l'irrigation alternative permettrait d'importantes économies

# L'agriculture accapare les trois quarts des ressources en eau

■ L'agriculture absorbe annuellement près de 70% de l'ensemble des volumes d'eau consommés au niveau national, alors que des systèmes d'irrigation alternatifs permettraient de faire d'importantes économies, a indiqué le directeur de l'alimentation en eau potable auprès du ministère des Ressource en eau, Omar Bougueroua, dans un entretien accordé à l'APS.



Par Faiza O.

« Il y a des efforts très importants à faire en matière d'économie de l'eau dans l'agriculture, un secteur gros consommateur d'eau en Algérie avec 70% de la consommation au niveau national », précise-t-il. Selon le même responsable, la consommation en eau dans le secteur agricole est d'environ 7 milliards de m<sup>3</sup> en moyenne annuelle, sachant que la consommation globale nationale (consommation de la population en eau potable, les besoins des secteurs industriel et agricole) est de 10,6 milliards de m<sup>3</sup>/an. « Si nous faisons des économies, ne serait-ce que de 10% du volume global mobilisé pour l'agriculture, nous récupérerons 700 millions de m<sup>3</sup>, alors que des économies de 20% permettraient de récupérer 1,4 milliard de m<sup>3</sup>, permettant d'alimenter la moitié de la

population algérienne », avance M. Bougueroua. En termes de superficie plantée, ces volumes récupérables pourraient irriguer 300 000 ha de terres plantées supplémentaires, soit 30% de la surface totale irriguée. Pour ce faire, le même responsable évoque le renforcement des systèmes économisateurs d'eau tels que la goutte-à-goutte et l'aspersion, et ce, en parallèle à la modernisation de l'agriculture. « Ceci est un volet très important et nous sommes en train de travailler avec le ministère de l'Agriculture et des résultats existent déjà », selon lui. A ce propos, il indique que la superficie irriguée par les moyens économisateurs d'eau était à peine de 90 000 ha en 2000 pour passer actuellement à 600 000 ha. Mais ces 600 000 ha ne représentent que 50% de la superficie irriguée alors que les 50% restants utilisent encore les

systèmes traditionnels lesquels gaspillent d'énormes volumes d'eau, relève-t-il. « Nous avons tracé des objectifs pour 2022-2025 qui devraient permettre de généraliser les systèmes économisateurs d'eau, notamment en raison des périodes de sécheresse que connaît le pays, et des changements climatiques », fait-il valoir. Par ailleurs, cette reconversion du caractère classique de l'irrigation vers un système moderne moins « vorace » en eau passe également par la mobilisation de l'eau non conventionnelle à travers le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées épurées. A travers le parc de station d'épuration que le pays possède, 400 millions de m<sup>3</sup>/an d'eau sont produits à l'heure actuelle. Une multiplication de ces stations permettrait d'atteindre, progressivement, les 600 millions m<sup>3</sup>/an et même un mil-

liard de m<sup>3</sup>/an.

## Des actions de sensibilisation des citoyens pour l'économie de l'eau potable

Par ailleurs, des actions institutionnelles ont également été engagées par le ministère des Ressources en eau à travers notamment l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) qui œuvre à sensibiliser les citoyens pour les intégrer aux efforts fournis pour l'économie de l'eau. Dans ce sens, le directeur général d'AGIRE, Mohamed Deramchi, explique à l'APS que ce concept de sensibilisation et de communication a été introduit en Algérie dans le secteur des ressources en eau depuis le sommet de la terre de Rio (Brésil) en 1992. Depuis, le pays a mis en place des outils pour la gestion intégrée de la ressource. Selon les termes du Sommet de Rio, la gestion intégrée de la ressource en eau est basée sur quatre points : la planification, la mise en place d'un système d'information, la concertation entre les différents acteurs et la communication et la sensibilisation, détaille-t-il. En termes de sensibilisation et de communication, AGIRE œuvre à faire connaître aux citoyens l'ensemble des étapes du cycle que l'eau potable opère avant de parvenir au robinet en vue de les amener à réaliser l'importance de sa préservation. « Nous axons notre programme de communication à travers l'en-

semble des catégories de la population, au niveau des écoles, des lycées, des universités, des colonies de vacances, des associations, des mosquées (à travers les imams) et aussi au niveau des industriels et des agriculteurs », selon lui. Il y a également la sensibilisation à travers le site web et Facebook pour rester en contact avec l'utilisateur et l'inciter à économiser cette denrée précieuse. F. O./APS

Prix

## Hausse des cours mondiaux du coton

LE COURS du coton échangé à New York a progressé cette semaine, soutenu par la publication de données du ministère américain de l'Agriculture (USDA) faisant état de prévisions de recul des stocks mondiaux de fibre blanche. Le contrat pour livraison en décembre sur l'Intercontinental Exchange (ICE), le plus échangé actuellement, évoluait vendredi dans après-midi à 87,94 cents contre 84,45 cents à la clôture vendredi dernier. Concernant le coton, « les projections américaines pour la saison 2018-2019 montrent une baisse de la production, des exportations, et des stocks en comparaison avec le mois précédent », a écrit le département américain de l'Agriculture (USDA) en préambule de son rapport mensuel sur l'offre et la demande de produits agricoles dans le monde (Wasde) publié jeudi. Concernant la production aux Etats-Unis, l'USDA a abaissé ses estimations de 19,5 millions à 18,5 millions de balles. Cette réduction est liée à « un recul dans les superficies de récoltes de 11,12 millions à 10,50 millions d'acres », a détaillé Peter Egli de Plexus Cotton. Par ailleurs, « l'USDA a réduit les stocks mondiaux à un niveau plus réaliste. En révisant à la hausse les perspectives de consommation chinoise à des niveaux connus en 2014-2015, elle a fait baisser les perspectives de stocks de ce pays de presque 4,6 millions de balles à la fin de la prochaine saison », a expliqué M. Egli. Au plan international, le recul anticipé des stocks est de 5,2 millions de balles. Un autre rapport de l'USDA, hebdomadaire cette fois, sur les ventes américaines à l'étranger, est également venu soutenir les cours. Ces ventes ont été de 376 800 balles lors de la semaine terminée le 5 juillet. R. E.

Pétrole

## Le prix du panier de l'Opep à 72,15 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 72,15 dollars, a indiqué cette Organisation sur son site web. Mercredi, le prix du panier de référence du brut de l'Opep était de 74,40 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole : le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Les prix de l'or noir ont terminé la semaine en hausse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a clôturé à 75,33 dol-

lars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 88 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour le contrat d'août a pris 68 cents à 70,33 dollars. Mercredi, le cours du Brent avait accusé sa plus lourde chute en deux ans et demi et le WTI en un an. Toutefois, des analystes restent persuadés que les prix de l'or noir vont grimper à moyen terme. Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a affirmé vendredi que l'Opep et ses dix partenaires pourraient augmenter leur production de plus d'un million de barils, jugeant toutefois que « les prix du pétrole sont volatils (...) ils reflètent également les déclarations sur les guerres commerciales », ont rapporté des agences russes. Pour rappel, les 24 pays producteurs Opep et

non Opep, ont convenu le 23 juin dernier à Vienne de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse qui vise à retirer du marché 1,8 million de barils/jour (1,2 million barils/jour pour les membres de l'Opep, 0,6 million barils/jours pour les producteurs hors Opep. L'Organisation avait accepté, pour la première fois depuis 2008, d'ajuster sa production de 1,2 million de barils par jour (Mb/j) afin de stabiliser le marché mondial de l'or noir. Des pays producteurs non membres de l'Opep, dont la Russie, avaient joint cet accord en réduisant leur production totale de 600 000 b/j. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion tenue en novembre 2017. Dans son dernier rapport mensuel, l'Opep a estimé que la croissance de la consommation mondia-

le de pétrole devrait ralentir l'an prochain, tout en s'attendant à ce que l'offre d'or noir progresse au même rythme que cette année, portée par l'Amérique du Nord et le Brésil. L'Organisation table sur une hausse de 1,45 million de barils par jour (mbj) de la consommation de brut en 2019, contre une progression de 1,65 mbj cette année, à 98,85 mbj. En parallèle, la production de brut devrait croître de 2,1 mbj l'an prochain, soit à un rythme « inchangé » par rapport à 2018, prévoit l'Opep. Toutefois, l'Organisation s'attend à une moindre croissance des pétroles de schiste aux Etats-Unis à partir du second semestre 2018 et en 2019, du fait de « contraintes » pour transporter la production du bassin Permien (qui couvre une zone allant du Texas au Nouveau-Mexique).

Assia D.

Khemis Miliana / Université «Djilali Bounaama»

# Remise de 110 logements de fonction au profit des enseignants

■ Cent dix logements de fonction ont été remis au profit des enseignants de l'université «Djilali Bounaama» à Khemis Miliana (Ain Defla) sous l'égide du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar.

Par Hocine A.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Ain Defla, le ministre a assuré que la remise des 110 logements en faveur des enseignants de l'université Djilali-Bounaama (dans le cadre des 10 000 logements accordés par le président de la République) leur permettra de passer une année universitaire «stable et confortable». M. Hadjar a inspecté, également, nombre de projets relatifs à la réalisation de structures pédagogiques et administratives au niveau de la même université y compris le

projet de réalisation du rectorat dont le taux d'avancement a atteint 70%, outre le projet de réalisations de 6 000 places pédagogiques au niveau du pôle universitaire de Khemis Miliana dont le taux d'avancement est estimé entre 60 et 70%. Aussi, le premier responsable secteur a inspecté le projet de réalisation de la bibliothèque universitaire au sein de la même université dont les travaux ont atteint les 70% tandis que le taux d'avancement du projet de réalisation du nouveau siège de la direction des œuvres universitaires a touché les 80%. S'exprimant à l'issue de cette visite, le ministre a fait savoir qu'en prévision de la prochaine rentrée universitaire,



1 000 places pédagogiques ont été réceptionnées au niveau de l'université Djilali-Bounaama à Khemis Miliana sur un total de

6 000 places dont les travaux sont en cours. «Nous avons constaté des taux mitigés en matière de réalisation des structures pédagogiques qui devaient être réceptionnées cette année» a expliqué M. Hadjar, ajoutant que «les travaux de réalisation des structures pédagogiques et ceux de la bibliothèque centrale et des résidences universitaires ont enregistré un grand avancement». Concernant le siège du rectorat de l'université Djilali Bounaama, le premier responsable du secteur a indiqué que les travaux étaient «à un stade avancé», ajoutant que la réception de ce projet est prévue pour la prochaine rentrée universitaire.

H. A./APS

S.H.

Tébessa

## Mise en service de 3 nouveaux puits profonds

Trois nouveaux puits profonds ont été récemment mis en exploitation dans la commune de Tébessa pour renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants du chef lieu de wilaya, a indiqué le directeur de l'Algérienne des eaux (ADE), Lakhdar Hadhoud. Le même responsable a précisé que ces nouveaux forages sont inscrits dans le cadre d'un programme d'amélioration de distribution d'eau potable pour la saison estivale et totalisant la réalisation de 5 puits profonds détaillant que les deux ouvrages restants, seront réceptionnées d'«ici le mois d'août prochain». Ces nouvelles réalisations permettront aux services de l'ADE de mieux répondre au préoccupation des citoyens en matière de couverture

en eau potable, a indiqué M. Hadhoud rappelant que la sécheresse qui sévit dans la région de Tébessa depuis une dizaine d'années, a engendré «un recul significatif dans le débit d'eau, distribué aux habitants, passant de 2 000 litres/seconde en 2003 à près de 90 l/s en 2018». Sur un autre registre, M. Hadhoud a également souligné que l'opération de renouvellement des réseaux de distribution d'eau potable du chef lieu de wilaya a atteint actuellement 65% précisant que 55% du réseau ciblé a été rénové et mis en exploitation. En outre, des commissions intersectorielles ont été installées, en collaboration avec l'APC de Tébessa, la police de l'environnement, la direction des ressources en eau notamment, avec l'objectif de lutter

contre les branchements illicites et la déperdition de l'eau potable, a-t-on noté. Selon la même source, sept forages seront réalisés «prochainement» dans les communes de Chrâa, Ouenza et El-Kouif pour répondre aux besoins des habitants de ces régions frontalières en matière de cette denrée vitale, en attendant, a-t-il soutenu, l'arrivée, «prévue en fin d'année en cours» des eaux du barrage Oued Mellag dans la commune de Bir El-Ater, d'une capacité de 154 000 m<sup>3</sup>. A noter que l'ADE Tébessa est chargée de la gestion de l'eau dans 14 des 28 communes de la wilaya et œuvre à assurer de l'eau potable à 650 000 habitants.

Ouargla

## Récolte de près d'un million de quintaux de pomme de terre

Une récolte de 926 801 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison a été enregistrée cette saison à travers la wilaya de Ouargla, en nette hausse par rapport à celle de l'an dernier, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte a été opérée sur une surface de 2 961,5 hectares répartis entre différentes régions de la wilaya, notamment Taibet, Sidi-Khouiled, N'goussa et Hassi-Messaoud, a indiqué la chargée de la production au service de l'organisation, la production et le soutien technique de la DSA. Cette hausse de la production est imputée notamment à l'extension des surfaces ensemencées qui sont passées de 1 380,7 ha l'an dernier à 2 961,5 ha cette saison, donnant lieu à une hausse de près de 500 000 quintaux, soit de 457 995 à

926 801 quintaux, a précisé M<sup>me</sup> Fatima Boubekri. De nombreux agriculteurs se sont orientés vers ce segment agricole «rentable», entraînant du coup une extension des superficies dédiées à la culture de pomme de terre d'arrière-saison, notamment dans la région

de Aouinet-Moussa (commune de Sidi-Khouiled), a-t-elle ajouté. Ce genre culturel développé notamment à la faveur de l'extension des superficies dans le cadre de la concession agricole, se concentre notamment dans les dairas de Taibet (2 200 ha), Sidi-Khouiled (556 ha),

N'goussa (135 ha) et Hassi-Messaoud (5,5 ha), selon la responsable. Concernant la pomme de terre saisonnière, la récolte a débuté au mois de juin dernier ciblant une superficie de 112 hectares, en baisse, cette fois-ci, par rapport à la saison écoulée ou avait été enre-

gistrée une superficie de 213,29 ha ayant donné lieu à une production de 43 758 quintaux, selon la même source. L'opération, appelée à se poursuivre jusqu'à la fin août prochain, a touché jusque-là 25 ha, a fait savoir M<sup>me</sup> Boubekri.

L.Y./agences

M'sila

## Prévision de transformation de 30 millions de litres de lait cru en 2018

La wilaya de M'sila prévoit, au titre de la saison agricole 2018, une hausse dans la transformation de lait cru atteignant 30 millions de litres contre 27 millions de litres enregistrés au cours du précédent exercice, ont annoncé les services de la wilaya. Les services agricoles de la capitale du Hodna œuvrent en concertation avec les professionnels de la filière lait pour asseoir, à travers l'orientation et l'accompagnement, des mécanismes devant permettre l'augmentation de la production laitière avec comme visée atteindre une production quotidienne

de 12 litres de lait par vache. Aussi, des efforts sont actuellement consentis pour l'extension des bassins de collecte de lait dans le cadre de divers dispositifs d'accompagnement, dont le soutien agricole, le nettoyage des bâtiments d'élevage notamment ceux des vaches laitières, selon la même source. Les services de la wilaya de M'sila, en coordination avec les trois unités locales de transformation, œuvrent aussi pour améliorer leurs performances dans le domaine de la pasteurisation de lait et la production des produits laitiers dont le beurre et les fro-

mages, a-t-on souligné. Une enveloppe financière, estimée à 200 millions DA, a été allouée dans la wilaya durant les deux dernières années pour la promotion de la production agricole dont celle laitière, a-t-on rappelé. La wilaya de M'sila produit annuellement des quantités de lait estimées à 70 millions de litres, dont seuls 27 millions litres sont actuellement transformés. Ce taux, jugé acceptable, peut être augmenté grâce aux unités de production exploitées depuis plusieurs années, a-t-on signalé.

R.R.





## UE-Libye

# La cheffe de la diplomatie européenne à Tripoli pour parler coopération

■ La cheffe de la diplomatie européenne a eu des entretiens en Libye sur les migrations et la coopération, à l'occasion d'une visite pour inaugurer les locaux de la délégation de l'UE et de la Mission d'assistance et de surveillance des frontières (EUBAM), ont rapporté les médias.

Par Sara H.

Federica Mogherini a rencontré à Tripoli le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) Fayez al-Sarraj qui a salué, dans un communiqué la «première visite en Libye» de la responsable européenne. L'Union européenne (UE) est le premier soutien humanitaire de la Libye et notamment des programmes de l'ONU dans ce pays, ainsi que son principal partenaire économique. La Libye est toujours en proie au chaos, sept ans après l'intervention occidentale qui a conduit à la chute de l'ancien régime de Muammar Kadhafi en 2011. Avec l'ouverture des locaux de la délégation européenne dans la capitale libyenne, «notre présence ici sera désormais plus régulière», a déclaré M<sup>me</sup> Mogherini devant des journalistes. «Nous avons discuté du soutien que fournit l'Union européenne à la Libye et au peuple libyen», a déclaré M<sup>me</sup> Mogherini après ses entretiens avec M. Sarraj qu'elle a qualifiés d'«excellents». «Pour l'Union européenne, la Libye est un voi-

sin proche et un pays ami, et la poursuite de notre soutien aux Libyens va encore se renforcer dans les prochains mois», a-t-elle ajouté. La responsable européenne a, en outre, réaffirmé le soutien de l'UE au processus politique en Libye, dans le cadre fourni par l'ONU, y compris la préparation d'élections. Selon un communiqué de l'UE sur la visite, «de nouvelles initiatives ont été discutées dans le secteur de la santé, de l'éducation, des médias, de la jeunesse, du soutien aux municipalités, de la gouvernance et de la sécurité». D'après le GNA, le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale, les entretiens ont aussi porté sur l'aide de l'UE à la formation des gardes-côtes libyens et à la sécurisation des frontières sud de la Libye. Federica Mogherini a discuté avec M. Sarraj de «la formation par l'UE des gardes-côtes libyens et de la coopération à travers l'EUBAM pour aider les autorités à gérer les frontières terrestres, particulièrement dans le sud», selon l'UE. Sa visite intervient quelques jours après celle du président du Parlement euro-

péen, Antonio Tajani, qui avait indiqué lundi à Tripoli avoir discuté avec M. Sarraj de l'importance de surveiller les frontières sud de la Libye en vue de limiter les flux de migrants qui arrivent dans ce pays dans le but d'effectuer la traversée périlleuse de la Méditerranée.

## Quatre employés enlevés sur un champ pétrolier dans le sud

Quatre employés du secteur pétrolier en Libye, dont un ressortissant roumain, ont été enlevés samedi par un groupe armé sur un champ pétrolier du sud du pays, selon une source des services de sécurité. «Des hommes armés ont enlevé ce matin à l'aube quatre ingénieurs – trois Libyens et un Roumain – sur la route entre le champ al-Charara et un complexe pétrolier à proximité», a indiqué samedi Ramadan Saleh, chargé de la sécurité dans la localité voisine de Oubari (sud-ouest). Une source de la NOC a indiqué que le personnel devrait être «évacué dans les prochaines heures» en attendant «l'évaluation de la



situation sécuritaire sur le site». Le champ d'al-Charara, l'un des plus grands sites pétroliers de la Libye, produit 270 000 barils par jour. La NOC a indiqué sur son site Internet qu'«un groupe d'inconnus armés avaient fait irruption à 06h30 dans la station n° 186 du champ al-Charara (...) et ont enlevé quatre employés, avant d'en libérer deux». Elle a précisé qu'il s'agit de membres du personnel de la compagnie Akakus. Ce nouvel enlèvement survient

huit jours après celui de trois ingénieurs philippins et un sud-coréen qui travaillaient sur un projet hydraulique également situé dans le sud désertique de la Libye. Il intervient aussi quelques semaines après la libération de trois ressortissants turcs enlevés huit mois auparavant dans le sud du pays où ils participaient à la construction d'une centrale électrique.

S. H./ APS

## Tunisie

## Un ministre annonce sa démission

Le ministre tunisien de la Relation avec les instances constitutionnelles, la société civile et les droits de l'homme, Mehdi Ben Gharbia, a annoncé samedi sa démission, ont rapporté les médias tunisiens. Ben Gharbia a indiqué qu'il a présenté ce matin sa démission au chef du gouvernement Youssef Chahed, qui l'a acceptée. «Être au service de la nation ne se fait pas uniquement à travers un poste ministériel», a expliqué Ben Gharbia dans une séquence vidéo publiée sur sa page officielle sur les réseaux sociaux. Il

a toutefois assuré qu'il continuera de soutenir la politique du gouvernement, rappelant que «la Tunisie a réalisé depuis la révolution le miracle de la transition démocratique». «Elle est parvenue à faire face au terrorisme et à préserver la paix sociale. Mais cela n'a pas été suffisant pour réaliser le développement, générer des emplois et impulser l'économie de manière à créer la richesse et à en garantir une répartition équitable entre les citoyens à la faveur d'un Etat fort et juste», a-t-il poursuivi. Mehdi Ben Gharbia a souligné, d'autre

part, que «le gouvernement a fait preuve de franchise à l'endroit des Tunisiens sur la situation du pays et a engagé une série de réformes dans les domaines de la justice fiscale, le régime de la retraite, les établissements publics, le déficit des finances publiques et l'endettement». «Mais, a-t-il regretté, au lieu de concentrer le débat sur la nature de ces réformes, le calendrier de réalisation et les mesures d'accompagnement, des voix se sont élevées pour changer le gouvernement comme si les problèmes du pays et leur résolution sont

liés au changement du Chef du gouvernement», a-t-il conclu.

## Une personne placée en garde à vue pour apologie du terrorisme sur Facebook

Une personne âgée de 30 ans a été placée en garde à vue par le district de la sûreté nationale de Moknine, dans le gouvernorat de Monastir, pour avoir glorifié sur le réseau social Facebook l'opération terroriste perpétrée à Ain Soltane, dans le gouvernorat de Jendouba, le 8 juillet, faisant

6 morts et 3 blessés dans les rangs de la Garde nationale, a indiqué l'agence TAP samedi. Dans un communiqué publié samedi, le ministère de l'Intérieur a précisé que le parquet a ordonné de placer en garde à vue l'individu, d'intenter un procès à son encontre «pour apologie du terrorisme» et de le remettre à l'unité de police judiciaire relevant du district de Sûreté nationale de Moknine pour complément d'enquête. Les gardes nationaux étaient en patrouille dans la zone frontalière, à bord de deux véhicules tout-terrain, lorsqu'une grenade a été lancée sur le premier véhicule de la Garde nationale. Un échange de tirs s'en est suivi entre les agents et les terroristes. Cet attentat a eu un très grand retentissement dans la société. Lors du sit-in des syndicats de base de la Sûreté nationale tunisienne à Monastir, les participants ont appelé à fournir aux unités sécuritaires le matériel adapté à leurs interventions dans les zones montagneuses et forestières et à accélérer la promulgation de la loi sur la protection des policiers qui font face quotidiennement à des agressions, à l'instar de l'attaque au couteau dont avait été l'objet, la veille, deux policiers, sur la plage de Djerba, lors d'un contrôle d'identité, a également rapporté l'agence TAP.

Farid M./Agences

R. M.

## Sahara occidental

## Création à Paris d'un Centre d'études et de documentation franco-sahraoui

Un Centre d'études et de documentation franco-sahraoui vient d'être créé à Paris baptisé au nom du célèbre intellectuel, politique et ancien ambassadeur sahraoui Ahmed Baba Miské, a-t-on appris de la représentation du Front Polisario en France. L'objectif de ce centre, lancé mercredi dernier, est de mener des études diverses et variées «sans restriction de domaine» sur les sujets touchant de près ou de loin le Sahara occidental et son environnement, a-t-on indiqué, précisant que ses rapports et documents jouiront d'une approche scientifique. Ce Think Tank s'appuiera, entre autres, sur un socle constitué d'archives et de matériaux de recherches (thèses, livres, études, ...),

d'autant que son siège se trouve à Paris, une ville qui renferme un vivier documentaire et une production intellectuelle des plus riches, a-t-on ajouté de même source. «Le choix du défunt et respecté Ahmed Baba Miské, comme nom pour notre Centre d'études et de documentation franco-sahraoui, est un choix naturel et fort pertinent à nos yeux, compte tenu de l'histoire de ce renommé intellectuel et l'un des premiers membres du Front Polisario», a indiqué le représentant du Front Polisario en France, Oubi Bachir Boucheraya, soulignant que ce centre de réflexion sera «une force de conseil et apportera un éclairage pertinent et factuel aux différents acteurs de la cause du peuple du

Sahara occidental, aussi bien les structures civiles de soutien que les institutions officielles telles que les représentations du Front Polisario». «Ce sera une véritable valeur ajoutée qui éclairera et permettra de mettre à nue les contre-vérités et approximations tendancieuses de certains à l'égard du peuple du Sahara occidental de son histoire», a-t-il ajouté, annonçant que l'une des actions, pour laquelle est sollicité ce centre, sera sa contribution dans la prochaine Université d'hiver de la communauté sahraouie. Le centre a établi un partenariat avec la maison d'édition L'Harmattan-RASD qui a édité et publié, depuis plus de six ans, plusieurs ouvrages sur la question sahraoui.



Ghaza-Israël

# Calme fragile après la pire confrontation armée depuis 2014

■ La tension est retombée d'un cran hier matin dans la bande de Ghaza et les localités israéliennes avoisinantes, au lendemain de la pire confrontation armée entre Israël et le mouvement islamiste Hamas depuis la guerre de 2014.

Par Rosa C.

Samedi soir, le Hamas, qui dirige l'enclave palestinienne, a annoncé qu'un cessez-le-feu avait été conclu. Depuis, un seul échange de tirs est venu troubler la fragile trêve dans la nuit. L'armée israélienne a mené samedi des dizaines de raids aériens, tuant deux adolescents palestiniens de 15 et 16 ans, alors que 200 roquettes et obus ont été tirés depuis l'enclave vers le territoire israélien. Selon un responsable onusien s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, se trouvait hier dans la bande de Ghaza, où il «travaille avec tous les acteurs concernés à désamorcer la situation». L'escalade de samedi est intervenue au lendemain d'affrontements meurtriers le long de la barrière qui sépare

Israël de l'enclave, et après une confrontation dans la nuit de vendredi à samedi, le Hamas tirant roquettes et obus de mortier sur le territoire israélien tandis qu'Israël menait des raids aériens. Quatre Israéliens ont été blessés par le tir d'une roquette sur une maison de Sderot, une ville proche de la bande de Ghaza, cible régulière des tirs du Hamas, selon les autorités israéliennes. La frappe israélienne, qui a tué samedi deux adolescents de 15 et 16 ans, visait, elle, un immeuble dans l'ouest de la ville de Ghaza, a indiqué le ministère de la Santé gazaoui, ajoutant que les deux garçons se trouvaient dans la rue en bas de cet immeuble, vide au moment du raid. L'immeuble de cinq étages, qui faisait office par le passé de bibliothèque nationale, était utilisé comme «centre d'entraînement» par le Hamas, a fait savoir



PH. &gt; D. R.

l'armée israélienne. Les frappes israéliennes de samedi ont aussi fait au moins 25 blessés palestiniens, selon les autorités à Ghaza. Le Hamas affirme avoir tiré en réaction à un raid aérien israélien vendredi, qui a eu lieu après qu'un soldat a été blessé par une grenade le long de la barrière qui sépare l'Etat hébreu de l'enclave gazaouie. Fawzi Barhoum, le porte-parole du Hamas, a déclaré que «la protection et la défense de notre peuple est un devoir national et un choix stratégique». Israël accuse le Hamas d'être responsable de cette escalade des violences, la plus intense depuis la guerre

dévastatrice de 2014 et qui a lieu après plus de trois mois de manifestations et affrontements le long de la barrière. «L'armée israélienne a infligé au Hamas son coup le plus dur» depuis 2014, a de son côté affirmé le Premier ministre Benjamin Netanyahu à l'ouverture du Conseil des ministres. «On dit qu'Israël a accepté un cessez-le-feu permettant la poursuite des actes de terreur incendiaires avec des ballons et cerfs-volants, c'est faux, nous n'accepterons aucune attaque contre nous», a ajouté M. Netanyahu. Depuis le 30 mars, la zone frontalière est le théâtre de manifestations contre le strict blocus israélien et pour le «droit au

retour» des Palestiniens chassés de leurs terres ou qui ont fui à la création d'Israël en 1948. Au moins 141 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens et plus de 4 000 blessés par balle depuis cette date. Aucun Israélien n'a été tué. Par ailleurs, plus de 2 600 hectares de terres ont été brûlés en Israël par l'envoi de ballons et cerfs-volants incendiaires depuis Ghaza, selon les autorités israéliennes. «Le Hamas continue d'utiliser des infrastructures civiles pour des objectifs militaires, mettant en danger la population civile», a affirmé l'armée israélienne dans un communiqué publié hier. Israël a fermé le 9 juillet Kerem Shalom, seul point de passage de marchandises entre Israël et la bande de Ghaza, en réaction aux cerfs-volants incendiaires envoyés depuis l'enclave. Israël et le Hamas se sont livrés trois guerres depuis 2008 et observent un cessez-le-feu tendu depuis la dernière guerre de 2014. Fin mai, une précédente escalade des violences entre groupes armés de Ghaza et l'armée israélienne avait ravivé le spectre d'un nouveau conflit. Les raids israéliens avaient frappé 65 positions militaires du Hamas dans l'enclave palestinienne en représailles au tir d'une centaine de roquettes et d'obus de mortier contre son territoire, selon un décompte de l'armée. R. C.



## Points chauds

### Intrusion

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques mois éclatait le scandale de la collecte illégale massive d'informations privées perpétré par Facebook, alors que depuis plusieurs années déjà un autre géant du web, Google, est accusé par de nombreux observateurs de violer la vie privée de ceux qui utilisent ses nombreux services. Pourtant, certains acteurs de l'internet veulent se présenter comme les défenseurs des internautes. Parmi eux, le mastodonte Microsoft, dont le directeur des affaires juridiques s'est déclaré en faveur d'une réglementation des technologies de reconnaissance faciale, en raison du risque qu'elles font planer sur le droit à la vie privée et les libertés individuelles. Dans un article de blog posté cette semaine, Brad Smith appelle le gouvernement américain à poser les bases juridiques de l'utilisation de la reconnaissance faciale. «Imaginez un gouvernement suivant à la trace chacun de vos déplacements au cours du dernier mois, sans votre permission ou sans que vous ne le sachiez», écrit-il. «Imaginez une base de données de toutes les personnes ayant assisté à un rassemblement politique.» Les entreprises pourraient avoir la possibilité de suivre de près visiteurs ou clients à leur insu, et d'utiliser les informations récoltées pour des décisions importantes, demande de crédit ou embauche, par exemple. Selon Brad Smith, les univers de films comme «Minority Report» ou «Ennemi d'État», ou celui dépeint dans le célèbre roman d'anticipation de George Orwell 1984, sont «sur le point de devenir possibles». «Ces questions accroissent la responsabilité des entreprises technologiques qui créent ces produits», souligne-t-il. «Elles appellent également selon nous à une régulation gouvernementale réfléchie et à la mise en place de normes définissant un usage acceptable de la reconnaissance faciale.» «Cela peut sembler inhabituel pour une entreprise de demander une réglementation gouvernementale de ses produits, mais il existe de nombreux marchés dans lesquels une réglementation réfléchie contribue à un environnement plus sain pour les consommateurs comme pour les fabricants», poursuit le responsable de Microsoft. Le géant californien utilise la reconnaissance faciale depuis des années pour des tâches diverses comme le tri de photos numériques. Cette technologie peut également permettre de déverrouiller un iPhone, d'accéder à un compte en banque ou bien aider la police à retrouver un enfant disparu ou un terroriste. Fin juin, elle a permis d'identifier plus rapidement le tireur du journal «Capital Gazette», qui a tué cinq personnes près de Washington aux États-Unis. Mais pour de nombreux défenseurs des libertés individuelles, qui pointent son manque de fiabilité, la reconnaissance faciale est plutôt synonyme de «Big Brother». Reste à savoir si cet appel surprenant et visiblement sincère sera entendu par les autorités américaines ainsi qu'ailleurs dans le monde alors qu'en Chine notamment la technologie de reconnaissance faciale devient un outil de plus en plus utilisé par les forces de l'ordre. F. M.

## Afghanistan

### Le pire semestre en 10 ans pour les civils, selon l'Onu

Le nombre de civils tués en Afghanistan sur les six premiers mois de l'année a atteint un record de près de 1.700 morts, dus en majorité aux attentats du groupe jihadiste Etat islamique, le pire bilan en dix ans selon l'Onu. Malgré trois jours de cessez-le-feu en juin entre talibans et forces gouvernementales, la période du 1er janvier au 30 juin s'avère la plus meurtrière depuis que la Mission d'assistance des Nations unies à l'Afghanistan (Manua) a commencé à comptabiliser les victimes civiles en 2009, selon son bilan semestriel publié hier. La capitale Kaboul et la province du Nangarhar, dans l'est, ont été les plus touchées. Le 30 avril, un double attentat-suicide au milieu des reporters accourus pour couvrir une première explosion visant le siège des renseignements afghans dans la capitale a fait 25 morts, dont neuf journalistes. Parmi eux, le chef photographe de l'AFP Shah Marai. Dans le Nangarhar, le nombre de victimes civiles a pratiquement doublé en un an (304 morts, 607 blessés) du fait des attentats, y compris durant le cessez-le-feu dont l'EI était exclu Au total 5.122

victimes ont été enregistrées sur ces six mois, morts et blessés confondus, dont 1 692 civils tués pour plus de la moitié (52%) dans des attentats attribués à l'EI. La préparation des élections législatives d'octobre, les premières depuis 2010, occasionne des violences supplémentaires relève l'Onu: 117 personnes ont été tuées et 224 blessées dans des attentats contre les centres d'inscriptions sur les registres électoraux, ouverts le 14 avril.

Le groupe jihadiste apparut début 2015 dans la province, frontalière du Pakistan, en a fait sa base arrière même si les forces américaines ont accentué la pression pour le chasser de ses bastions il est toujours présent. Les talibans, qui ont observé la trêve de l'Aid-El-Fitr avec le gouvernement du 15 au 17 juin, sont responsables de 40% des morts sur la même période, estime l'Onu. Un attentat à l'ambulance piégée revendiqué par les talibans fin janvier à Kaboul avait fait plus de 100 morts au coeur de la ville. Dans ce conflit qui s'éternise – près de quarante ans au total, dont six-sept depuis l'arrivée des Américains en octobre 2001 – les attentats

constituent désormais le principal danger pour les civils, opérations suicide et attaques complexes (déclenchées par un kamikaze, suivies d'occupation des sites visés et échanges de tirs). Les combats terrestres n'arrivent qu'au deuxième rang des causes de mortalité et de blessures dans la population, en baisse de 18% sur la période. «Le bref cessez-le-feu a prouvé qu'il est possible d'arrêter les combats et que les civils afghans n'ont pas à subir plus longtemps les brâtures de la guerre», a estimé Tadamichi Yamamoto, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU commentant le rapport. Pour la Manua, l'expansion des opérations aériennes a également entraîné une très forte augmentation du nombre de victimes civiles dues aux bombardements aériens (+52%) comparé à la même période l'an dernier, avec 149 morts et 204 blessés civils. Plus de la moitié de ces victimes (52%) sont attribuables aux forces aériennes afghanes, montées en puissance et 45% aux avions américains, les seuls de la coalition occidentale conduite par l'Otan à mener des opérations.





Fête des bijoux à Ath Yenni (Tizi Ouzou)

## Un espace de rencontre entre patrimoine et créativité

■ Le village d'Ath Yenni, dans la wilaya de Tizi Ouzou, s'apprête à accueillir les participants à la quinzième édition de la fête du bijou. Cette manifestation culturelle et artistique, organisée du 26 juillet courant au trois août prochain, verra la participation d'un grand nombre de professionnels dans le domaine.

Par Adéla S.

La ville de Tizi Ouzou continue de saisir toute occasion pour promouvoir l'héritage culturel de la région, à travers des manifestations invitant des professionnels et des créateurs artistiques. Pour la fin de ce mois de juillet, c'est le village qui prend, comme chaque année, l'initiative d'organiser la fête du bijou. Cette quinzième édition qui promet d'être porteuse de beaucoup de créativité, sera organisée du 26 juillet courant au 3 août prochain. Des artisans et créateurs de bijoux de différentes villes du pays prennent part à cet événement.

Placée sous la thématique «Le patrimoine national à travers les âges», cette édition sera une occasion pour revisiter le patrimoine national en matière de bijoux, tout en présentant la créativité de nos jeunes. C'est



aussi une manière d'encourager les gens à s'investir dans ce domaine tout en le protégeant de l'oubli.

La nouveauté, cette année, est que l'événement s'étendra vers d'autres villages de la ville et

lieux publics. Cette décision a été prise afin de faciliter la participation à cette fête, encourager les participants à plus de créativité et créer une concurrence entre eux. D'ailleurs, l'édition de cette année s'adresse directe-

ment aux jeunes dans les Cems, les centres de formation et les lieux publics. Après avoir commencé par l'exposition des bijoux kabyles seulement, cet événement prend plus de maturité au fil du temps et s'élargit en

proposant des bijoux berbères avec une touche moderne.

Comme il est de coutume, la fête des bijoux d'Ath Yenni propose des ateliers de formation dont l'encadrement est assuré par des professionnels reconnus dans le domaine, des conférences traitant différents angles concernant l'apprentissage de ce métier, les stratégies de commercialisation ainsi que les contraintes des artisans et créateurs.

Il est à rappeler que la fête des bijoux d'Ath Yenni est organisée sous le haut patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat avec le soutien de l'APC de Tizi Ouzou.

A. S.

### AGEND'ART

**Palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine**  
Jusqu'au 25 juillet :

Exposition du plasticien palestinien Souleimane Chahine. 37 œuvres, dont les portraits des présidents Houari Boumediène, Yasser Arafat et du militant Abou Djihad.

**Théâtre Régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou**  
Jeudi 26 juillet à 17h :

Spectacle de chants et de danses, fusion de musique algérienne et espagnole, animé par le groupe Alegria Andaluz.

**Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)**  
Vendredi 27 juillet à 21h :

Spectacle chaâbi ou Je m'en fous de Baâziz.

**Maison de la culture Ahmed-Aroua (Koléa, Tipasa)**  
Vendredi 26 juillet à 22h30 :

Concert de Lamia Aït Amara. **Théâtre de verdure Laadi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)**

Jeudi 26 juillet :

Lucky Seven présente un concert du groupe Gnawa Diffusion. Prix d'accès : 2 000 DA.

**Galerie d'arts Mohamed-Racim (5 Avenue Pasteur, Alger)**

Jusqu'au 26 juillet :

Exposition de peinture de l'artiste-peintre Ahmed Ben Youcef Stambouli sous le thème «Regard d'un enfant».

**Galerie d'arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger)**

Jusqu'au 19 juillet :

Exposition duo de peinture des artistes-peintres Narimène Mezghiche et Sarah Belahneche

**Centre culturel Abane-Ramdane (12, rue Abane-Ramdane, Alger)**

Jusqu'au 21 juillet :

Exposition collective de peinture avec les artistes-peintres Akila Saïm, Hadjer Djodar et Abdesselam Cherfaoui.

## Festival international d'Oran du film arabe Un hommage sera rendu à Farouk Beloufa

Un hommage sera rendu au défunt cinéaste algérien Farouk Beloufa, lors de la 11<sup>e</sup> édition du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA), prévue du 25 au 31 juillet en cours, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

Farouk Beloufa, décédé d'une longue maladie en France, le 9 avril dernier, est l'auteur de «Nahla», un classique du 7<sup>e</sup> art algérien et arabe, produit par la RTA en 1979.

«Nahla» raconte le destin d'un journaliste algérien, Larbi, pris dans la tourmente de la guerre civile au Liban. Tourné à Beyrouth, le film met également en valeur trois personnages féminins Maha, une journaliste libanaise, Hind, une militante palestinienne et Nahla, une chanteuse palestinienne, très

prometteuse, qui permet sa voix lors d'un concert déterminant pour sa carrière. Les organisateurs du FIOFA ont également prévu un hommage à la comédienne égyptienne Chadia, de son vrai nom Fatima Kamel Chaker, (1931/2017), distribuée dans plus de 110 longs métrages et feuilletons télévisés comme elle a enregistré de nombreuses chansons. Icône du 7<sup>e</sup> art arabe, Chadia a marqué les cinéphiles avec son rôle dans le film «Maaboudatou el djamahir» dans lequel elle a donné la réplique au grand chanteur Abdelhalim Hafedh. Par ailleurs, pour cette onzième édition, 30 œuvres (10 longs métrages, 10 courts métrages et 10 documentaires) seront en compétition pour décrocher les différentes distinctions, dont le

grand prix le «Wihr d'Oran» (Lion d'Oran). Selon des sources proches des organisateurs, l'Algérie sera en compétition avec deux longs métrages «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh et «Nous n'étions pas des héros» de Nasredine Guenifi, adapté du livre «Le Camp» de Abdelhamid Benzine.

Parallèlement au volet compétition, les organisateurs ont prévu trois ateliers de formation dédiés à «la production du court métrage», au «scénario du film de fiction» et à «la conception des effets visuels».

Lors de la précédente édition, le film de l'Algérien Karim Mousaoui «En attendant les hirondelles» a remporté le grand prix du festival, rappelle-t-on.

F. H.

### Vieux Mila

## Approbation d'un plan permanent de sauvegarde du patrimoine

La commission nationale des biens culturels du ministère de la Culture vient d'approuver un plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé (PPSMVSS) du Vieux Mila. Le dossier de ce plan a été approuvé au ministère de tutelle «la semaine passée, sans

réserve aucune», conformément aux dispositions légales, notamment la loi relative à la protection du patrimoine et au décret portant modalités d'élaboration des PPSMVSS, a précisé le chef service de protection du patrimoine de la direction locale de la culture, Cheyaba Lezghad. Ce

PPSMVSS constitue un «mécanisme légal et technique» pour la protection du Vieux Mila qui s'étend sur 38 hectares et permet «l'inscription future d'une opération de restauration de la cité», selon la même source qui a indiqué que ce plan sera publié au Journal officiel pour applica-

tion. Ce plan, élaboré par la direction de la culture conjointement avec l'association des Amis du Vieux Mila, prévoit les trois phases de diagnostic et mesures d'urgence, analyse historique et typologique et du projet préliminaire.

L. B.

### Audrey Lamy dans «Ma Reum»

## La revanche d'une maman en colère

Après dix-neuf films, la comédienne Audrey Lamy tient le rôle principal dans la comédie «Ma Reum». Réalisée par Frédéric Quiring, l'histoire raconte avec humour la vengeance d'une mère pour son fils harcelé par d'autres gamins. Le film sort mercredi prochain (18 juillet) sur les écrans. On la verra notamment dans «Tout ce qui brille» ou dans «Ma part du gâteau». Audrey Lamy est de retour dans «Ma Reum». Un pre-

mier rôle pour une grande actrice offert par le réalisateur Frédéric Quiring. Dans «Ma Reum», Audrey Lamy joue une mère de famille qui découvre que son enfant est maltraité à l'école et qui va donc tenter de remédier à la situation. A 37 ans, la comédienne a pris beaucoup de plaisir à jouer ce rôle intense. «Ce qui m'a plu c'est qu'on est sur un sujet qui est assez fort : on parle d'un petit garçon qui se fait embêter par trois élèves de son

école (...) et jusqu'où est prête à aller une maman pour protéger son fils», explique la comédienne. Le film qui mélange émotion et humour est un régal pour la comédienne. «Ce qui est chouette, c'est que le film démarre sur un personnage qui est très mature, très adulte, et au fil de l'histoire, elle va glisser sur une pente régressive, et défendre son enfant avec des armes d'une gamine de dix ans», explique Audrey Lamy.

R. I.



Rugby / Coupe d'Afrique des Nations 2018  
**L'Algérie sacrée face à la Côte d'Ivoire 23-13**

LA SÉLECTION algérienne de rugby est sacrée championne d'Afrique 2018 (Zone Afrique du nord), en battant son homologue ivoirienne (23-13), en finale de la Silver-Cup, disputée samedi au Stade Alain6Coulon de Toulouse (France).

Une compétition disputée à trois, entre l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, que «Les Verts» ont finalement remportée, grâce à leur double victoire : contre le Sénégal (22-18), puis contre la Côte d'Ivoire.

Ils devançant ainsi les «Eléphants» de Côte d'Ivoire, qui ont pris la deuxième place, grâce à leur victoire (25-21)

contre le Sénégal, qui, lui, termine à la troisième et dernière place de ce tournoi.

La sélection algérienne affrontera le 25 août prochain son homologue zambienne dans un lieu qui reste à déterminer, avec la victoire comme principal objectif, pour pouvoir accéder à la Golden Cup, à partir de 2019.

Le groupe de l'Algérie a évolué à Toulouse, alors que l'autre groupe a joué en Zambie, en présence là encore de trois nations : Botswana, Madagascar et le pays organisateur, qui a finalement pris la première place. H. Z.

Ligue des champions africaine /ES Sétif  
**Djabou qualifié contre Difaâ Al Jadidi**

LE CAPITAINE de l'Entente de Sétif Abdelmoumen Djabou prendra part au match contre les Marocains de Difaâ Al Jadidi comptant pour la troisième journée de la phase de poules de ligue des champions africaine de football, a-t-on appris samedi de la direction du club algérien.

Le directeur administratif du club, Rachid Djeroudi, a indiqué à l'APS que le meneur de jeu Sétifien Djabou sera présent lors du match comptant pour la troisième journée de la Ligue des champions de la CAF, prévu mardi à 20 h au stade du 08-Mai 45 au stade face à l'équipe marocaine de Difaâ Al Jadidi, révélant que la Fédération saoudienne de football a envoyé les documents de l'international algérien revenu au bercail après un prêt de 6 mois au Nasr Saoudi.

Djaroudi a rassuré les supporters de l'Aigle noir en affirmant que toutes les mesures sont en train d'être prises par la direction pour que Djabou puisse être aligné mardi soir.

Il est à noter que durant ce mercato estival, l'ESS s'est séparée de 10 joueurs à savoir Bekiri Khiri, Khoutir Ziti, Frank Oubambo, Chemssedine Nessakh, Zakaria Hadouche, Sid Ahmed Aouedj, Hamza Ait Ouamer, Rachid Nadji, Ismael Saïdi, Mourad Ben Ayad.

D'autre part, l'entraîneur Rachid Taoussi peut officiellement compter sur 5 nouvelles recrues pour cette campagne africaine, Abderhamane Boulif, Houssemeddine Ghacha, Saâdi Redouani Houari Ferhani, Lahbib Bouguelmouna en attendent la qualification imminente de l'Ivoirien Saoudi Isla. B. M.

Judo / Coupe d'Algérie par équipes  
**Le GS Pétroliers s'adjuge le trophée en seniors messieurs et dames**

LES JUDOKAS du GS Pétroliers, messieurs et dames, ont remporté la Coupe d'Algérie par équipes de la discipline, à l'issue des finales disputées samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger).

Chez les messieurs, les Pétroliers ont pris leur revanche sur leurs homologues du CREPSEM contre qui ils s'étaient inclinés en finale du Championnat la semaine précédente. Après avoir été menés (0-2) les judokas du GSP ont réussi à renverser la vapeur en égalisant à (2-2), avant que le poids lourd Nadjib Temmar n'offre la victoire aux siens dans l'ultime combat.

L'entraîneur du GS Pétroliers, Noureddine Yakoubi, s'est félicité de la consécration de ses judokas malgré l'absence sur blessure de plusieurs titulaires dont Fethi Nourine et Walid Berekaa.

«Les remplaçants ont prouvé aujourd'hui qu'on pouvait compter sur eux. C'était une finale difficile face au CREPSEM qui nous avait battu en Championnat, mais nos athlètes ont su garder leur calme et appliquer leur judo pour finalement s'imposer et rempor-



ter le trophée», a déclaré Yakoubi à l'APS.

«Nous terminons la saison avec une consécration méritée. Nous allons continuer à travailler pour faire progresser nos athlètes et remporter d'autres trophées», a-t-il ajouté.

Chez les dames, la finale a encore une fois tourné à l'avantage des Pétroliers devant leurs homologues du DS Baba Hassen sur le score de 3 à 2, et s'adjugent le doublé Coupe-Championnat dans les épreuves par équipes.

La coach du GSP, Salima Souakri, a estimé que son équipe prouve encore une fois sa «suprématie» sur le judo féminin algérien en réalisant un nouveau doublé. «C'était une finale un peu difficile entre deux équipes qui

se connaissent très bien après plusieurs confrontations en finales de coupe ou de championnat, mais nos judokates ont réussi à bien gérer la situation pour remporter la coupe», a-t-elle souligné. «C'était une très longue saison, coupée notamment par les Jeux méditerranéens, j'espère qu'à l'avenir il y aura une meilleure programmation du calendrier national pour permettre aux athlètes d'éviter les blessures et d'aborder les compétitions dans les meilleures conditions», a ajouté Souakri.

Cette deuxième journée de compétition a également enregistré la consécration des cadettes de l'USM Alger devant le MCHM Oran, alors que le JC El Harrach s'est imposé chez les garçons face au RC Arbaa.

La 1<sup>re</sup> journée de compétition, disputée vendredi, a été marquée par les victoires de l'USM Alger (garçons) et l'AS Ait Mesbah (filles) en juniors, tandis que le JC Bordj Kiffan s'est adjugé le doublé filles et garçons en minimes.

K. L.

Athlétisme/Championnat national Open  
**Le niveau technique en «déclin»**

■ Les épreuves du Championnat national Open d'athlétisme «Tayeb-M'ghezzi» ont pris fin samedi soir au stade de Bateau-Cassé à Bordj El-Kiffan (Alger), avec la consécration sans surprise du GS Pétrolier messieurs et dames, alors que le niveau technique de la compétition «ne cesse de régresser», selon les techniciens.



Constantine avec sept médailles (3 or, 3 argent et 1 de bronze) et l'AS Sûreté Nationale avec 6 médailles (3 or, 2 argent et 1 de bronze).

Lors de cette 3<sup>e</sup> et dernière journée de la compétition, le GS Pétrolier a décroché neuf des 16 titres mis en jeu, notamment aux épreuves de sprint (200 m, 400 m, 4x400), une spécialité largement dominée par les camarades de Lahoulou Abdelmalek, détenteur de deux titres nationaux au 400 m et 4x400 m.

Mais de l'avis des techniciens présents à cette compétition, «le niveau technique ne cesse de baisser année après année, en témoignent les performances réalisées par les athlètes qui sont très loin des standards internationaux, ce qui explique les résultats enregistrés par les Algériens lors des compétitions africaines et internationales».

«Je pense que le plus important chez les athlètes, c'est de décrocher le titre national, peu importe le temps et la performance. Certes, le niveau technique est en baisse, mais il faudrait déterminer les causes de cette situation pour arrêter les solutions qui s'imposent. Il ne faut pas oublier que l'organisation de ce championnat intervient en fin de saison, et on ne peut exiger des records à nos athlètes», a déclaré à l'APS le directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne athlétisme (FAA), Abdelkrim Sadou.

Interrogé sur les moyens mis par l'instance fédérale pour la préparation des athlètes de haut niveau, le DEN a tout de même reconnu qu'il y avait un retard

considérable dans la prise en charge des coureurs, mais les choses vont changer dans les jours qui viennent». «Au niveau de la fédération, nous avons tout fait pour avoir des subventions supplémentaires et faire bénéficier nos athlètes de tous les moyens de préparation, mais il y a toujours des problèmes administratifs qui font que les choses ne s'améliorent pas», a-t-il dit.

C'est la version présentée par le DEN, mais interrogés par l'APS, les athlètes du GS Pétrolier qui forment dans leur majorité la sélection nationale, «accusent ouvertement la fédération d'avoir négligé leurs doléances en matière de préparation et cela risque de mettre leur carrière en péril».

«L'athlétisme algérien traverse une situation très grave et nous sommes déjà face au danger. Les responsables de la fédération doivent nous fournir tous les moyens pour une meilleure préparation en vue des prochaines échéances, notamment les championnats d'Afrique au Nigeria. Les mauvais résultats réalisés par les athlètes aux JM-2018 de Tarragone expliquent très bien le mal de notre discipline», ont confié à l'APS les athlètes du GS Pétrolier dont Lahoulou, Athmani, Laredj Miloud et Hichem Chirabi.

Organisée par la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) en collaboration avec la ligue d'Alger d'athlétisme, cette compétition nationale a vu la participation de 530 athlètes dont 246 dames et 289 hommes représentant 135 clubs de 35 wilayas.

Ilham S.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Projet de transfert d'eau de Boussir vers Béchar

## Le wali se veut rassurant quant à la potabilité de l'eau

LE WALI de Béchar a tenu à rassurer hier la population quant à la «potabilité» de l'eau du projet d'envergure de transfert des eaux de la région de Boussir, dans la commune de Béni-Ounif (110 km nord de Béchar), vers Béchar. «L'eau des dix forages de Boussir est potable et d'une grande qualité pour l'approvisionnement des populations de la commune de Béchar», a assuré Tewfik Dziri à l'APS, à l'occasion de l'inauguration d'un centre de formation de transports à Béchar.

«L'eau de la région de Boussir n'est nullement contaminée et les forages sont situés en haut de l'ancienne zone d'implantation du centre des essais des armes chimiques et bactériologiques de l'armée coloniale française et l'Etat ne peut pas mettre en danger la santé des citoyens», a-t-il souligné à ce propos.

Des partages et autres commentaires sur les réseaux sociaux ont mis en doute la qualité des eaux de cet important projet de transfert d'eau vers Béchar, d'où la réaction du premier responsable de la wilaya.

«Les eaux de ces forages ne constituent nullement un danger pour la santé des populations et nous ne pouvons pas risquer la vie de nos concitoyens, et les analyses effectuées ont prouvé la bonne qualité de cette ressource», a signalé, pour sa part, le directeur local du secteur des Ressources en eau (DRE), Miloudi Kerzazi.

Même affirmation chez l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), dont les techniciens avaient réalisé les études techniques nécessaires à la réalisation de ce projet de transfert des eaux de Boussir vers Béchar.

A ce sujet, son responsable régional, Taha Ansari, a assuré que «le champ captant de la région de Béni-Ounif se situe dans une zone très éloignée des anciens sites des essais des armes chimiques et bactériologiques, effectués par l'armée coloniale française».

Le projet hydraulique d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de la région de Béni-Ounif vers la commune de Béchar, lancé récemment, vise essentiellement l'approvisionnement en eau potable (AEP) des habitants de Béchar.

Ce projet, visant à assurer une alimentation régulière en eau potable des villes qui dépendent principalement des eaux du barrage de Djorf-Torba, a été précédé par la concrétisation d'une étude hydrogéologique réalisée par l'ANRH, au titre d'un programme de mobilisation des ressources hydriques souterraines de la wilaya, pour répondre aux besoins des populations de la région en eau potable. Une enveloppe de 9,5 milliards DA est allouée pour la réalisation des travaux inhérents à ce projet afin de permettre le transfert quotidiennement de 30 000 m<sup>3</sup> d'eau à partir de dix forages d'une profondeur de 400 mètres chacun, et qui sont tous localisés dans la région de Boussir (commune frontalière de Béni-Ounif).

Les travaux de cette importante réalisation, confiée à des entreprises nationales, permettra la réalisation dans un délai de six mois de plus de 180 km de conduites, de trois stations de pompage et de deux grands réservoirs de 15 000 et 20 000 M<sup>3</sup>, qui seront alimentés à partir des forages précités.

Pour ce projet, qui est scindé en neuf lots pour permettre une intervention plus soutenue des entreprises réalisatrices dans la perspective de la réduction des délais de réalisation, ont été déployés des moyens humains et matériels importants,

L. M.

## Le nombre de refus de visas pour la France en hausse



Loumis

Djalou@hotmail.com

Adrar

## Reddition d'un terroriste en possession d'une mitrailleuse

■ Il s'agit de Abouzou Sid Ameur, qui a rallié les groupes terroristes en 2017. Ledit terroriste avait en sa possession une mitrailleuse de type Dictariov.

Par Hamid Y.

Un terroriste en possession d'une mitrailleuse et qui a rallié les groupes terroristes en 2017 s'est rendu hier aux autorités militaires d'Adrar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce aux efforts de qualité continus fournis par les forces de l'Armée nationale

populaire, un terroriste s'est rendu, aujourd'hui 15 juillet 2018, aux autorités militaires à Adrar, dans la 3<sup>e</sup> Région militaire. Il s'agit de Abouzou Sid Ameur, qui a rallié les groupes terroristes en 2017. Ledit terroriste avait en sa possession une mitrailleuse de type Dictariov, ainsi qu'une quantité de munitions», précise-t-on de même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un

détachement de l'ANP «a saisi, à In Guezzam, 45 groupes électrogènes, 30 marteaux piqueurs et 4 détecteurs de métaux». Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Bouira et Laghouat, 4 individus et saisi un fusil de chasse, 312 unités de différentes boissons et 2 véhicules touristiques».

H. Y.

Djanet

## Trois ksour classés secteur sauvegardé

TROIS ksour de la perle du Tassili N'Ajjer, Djanet (wilaya d'Illizi), ont été classés en fin de semaine dernière comme secteur sauvegardé du patrimoine national, a-t-on appris hier de l'Office national du parc culturel du Tassili (OPNCT). Il s'agit de la classification des ksour d'El-Mihane, Azelouaz et Adjahil, après opération d'étude et de validation par la Commission nationale des biens culturels au ministère de la Culture, suite à la levée des réserves par l'OPNCT, dont celles liées au recensement des familles occupant ces trois sites, a précisé le directeur de l'OPNCT, Cheikh Askoukafi. Le dossier de classification de ces sites au patrimoine national sauvegardé, entamé depuis

2011 avec le concours des cadres de l'office, d'architectes, d'habitants de ces ksour et de certaines parties concernées par le secteur culturel local, et déposé devant la Commission nationale des biens culturels, avait fait l'objet d'une série de réserves au niveau du ministère de la Culture, a expliqué M. Askoukafi. L'opération de classification contribuera à la revalorisation et la préservation de ces sites, qui véhiculent des pans entiers de la longue histoire de la région et constituent une destination touristique privilégiée, à soutenir les activités des associations et la restauration et la valorisation de ces sites historiques, a-t-il expliqué. Pour Berrahmoune Touahria, habitant du ksar

d'Azelouaz, cette opération constitue un plus dans le domaine patrimonial, reflet identitaire de la population du Tassili, dans la mesure où elle permettra la conservation et la réhabilitation de ces sites, d'une part, et la restauration de l'esthétique de ces sites séculaires, d'autre part. Les ksour de Djanet font partie des destinations touristiques privilégiées aussi bien de touristes nationaux qu'étrangers, que d'étudiants en architecture, au regard de leur richesse en données urbanistiques et architecturales singulières, reposant sur l'utilisation des matériaux de construction locaux leur conférant une belle image. Selon les données fournies par la direction de locale de

la Culture, la wilaya d'Illizi regroupe trois sites archéologiques classés patrimoine national sauvegardé, à savoir les sites de Tihoudaine, Tin-Zirene et Oued-Djerrat. Constituant un véritable musée à ciel ouvert, la région du Tassili N'Ajjer demeure, de par son riche patrimoine matériel et immatériel et ses importantes potentialités culturelles, archéologiques et naturelles, une destination de choix des touristes venant des quatre coins du monde découvrir les secrets de ses sites, leurs paysages naturels féériques, le cachet architectural de ses ksour, sans oublier ses dessins et gravures rupestres millénaires.

M. O.